Les 26 et 27 janvier, on marche pour le climat (p. 4)

Supplément à l'Humanité

Communistes

www.pcf.fr

Lien d'échanges et de communication

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19e - Comité de rédaction: Jacques Chabalier - Guénolé Fournet - Yann Henzel - Méline Le Gourriérec - Jean-Louis Le Moing - Yann Le Pollotec - Emilie Lecroq - Julia Castanier - Denis Rondepierre - Lydia Samarbakhsh - Gérard Streiff - Julien Zoughebi - Directeur: Jean-Louis Le Moing < Rédaction: Gérard Streiff (Tél.: 01 40 40 11 06) - Mèl: communistes@pcf.fr - Relecture: Jacqueline Lamothe - Mise en pages: Zouhair@NAKARA.info (Tél.: 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

Les communistes à fond dans le mouvement

Ils se feront les porte-parole des revendications populaires le 15 février auprès des préfectures et à la mi-mars à l'Élysée

25, 26 et 27 janvier, congrès du Mouvement jeunes communistes

AGENDA MILITANT

23 janvier: Initiatives européennes en Aveyron
• Proposition de loi du groupe CRCE pour la nationalisation des autoroutes
24 janvier: Initiatives européennes dans le Lot avec Marie-Pierre Vieu
• Manifestations pour l'Éducation nationale
25 janvier: Soirée cabaret en soutien à *l'Humanité*, 56 rue du Rendez-Vous, Paris 12e
26-27 janvier: Week-end d'action pour le climat
26 janvier:
• Acte 11 Gilets Jaunes
• Conseil national du PCF
• Vœux de la section de St-Ouen avec Ian Brossat
31 janvier / 1-2 février : Vote des communistes sur les européennes
3 février : Elections Fleury-Merogis, 1er tour, avec Olivier Corzani
5 février à 18h30 : 1er grand meeting de la campagne pour les élections européennes Docks des Suds à Marseille (13)

SOUSCRIPTION

Je verse :.....€

NOM : .....

PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

CODE POSTAL .....

Ville .....

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"
2 place du Colonel-Fabien
75167 Paris Cedex 19
http://adhesion.pcf.fr/soutenir
Si vous êtes imposable vous pouvez déduire 66 % de ce montant.

Vœux du PCF (voir Facebook et site www.pcf.fr)

"Pour l'Europe des gens, pas pour celle de l'argent, tel sera le slogan de la campagne européenne des communistes", a déclaré Fabien Roussel, secrétaire national, lors de la cérémonie des vœux lundi 21 janvier.

PCF 62 • Mettre les communistes en mouvement et à l'action

La première des actions que se donnent les communistes du Pas-de-Calais, c'est de réussir à mettre en mouvement les adhérents. Cela passe par une remise des cartes offensive avec pour ambition que chaque adhérent reçoive la visite des responsables des sections et cellules et soit mis en mouvement comme acteur de la campagne des futures européennes.

De nombreuses assemblées de vœux de sections sont d'ores et déjà prévues à cet effet. Le début de campagne de notre tête de liste Ian Brossat résonne, pour de nombreux militants, comme la possibilité de faire entendre la voix des communistes. Ce contexte favorable d'une candidature communiste doit être saisi comme une opportunité de décupler nos forces sur le terrain. La situation sociale et les nombreuses luttes ainsi que la mobilisation des gilets jaunes et de nombreuses professions, notamment dans la santé, font prendre conscience de notre rôle spécifique à faire grandir le niveau de conscience de toutes celles et tous ceux en proie aux difficultés quotidiennes.

Les sujets sont nombreux. C'est pourquoi les communistes du Pas-de-Calais comptent se saisir dans les prochaines semaines de la pétition sur le pouvoir d'achat et s'investir pleinement, sans illusion, dans « *le grand débat* » pour irriguer celui-ci de nos propositions. Une présence sur les marchés mais aussi à la porte des entreprises du département est prévue avec l'édition d'un *Travailleurs*, journal des communistes du Pas-de-Calais en direction des entreprises. Autre sujet d'une longue bataille dans notre département, au vu des retards sanitaires, celui de la santé et de l'offre publique hospitalière qui connaît de nouvelles coupes sombres, notamment à l'hôpital de Béthune. Un comité départemental se tient ce jeudi pour mettre en musique ce plan de travail qui a pour but d'être sur tous les fronts, y compris celui de la gratuité des transports publics qui prend chez nous un écho de plus en plus fort. La visite de Ian Brossat ce vendredi dans une partie de notre département, en particulier dans le Béthunois ainsi que sur notre littoral, aura pour objet l'avenir industriel de notre département toujours malmené et les conséquences concrètes du Brexit sur l'emploi. Les sujets d'inquiétudes sont nombreux et notre candidat a besoin d'être nourri des conséquences directes du Brexit sur la filière halieutique et la transformation du poisson à Capécure Boulogne. Tout au long de cette journée, nous aurons l'occasion d'aller à la rencontre des salariés et des organisations syndicales. La fin de journée se terminera à Calais où, là aussi, nous évoquerons les questions de l'emploi et trafic transmanche.

D'autres actions sont prévues avec nos camarades des Hauts-de-France où les cinq fédérations du PCF ont mis en œuvre des actions communes, notamment une en mars sur la question de l'évasion fiscale, action originale sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir prochainement.

Hervé Poly
Membre du CEN

EUROPÉENNES
Le Conseil national du 26 janvier proposera une liste complète. Le vote des communistes aura lieu les 31 janvier, 1er et 2 février

Maternité de Creil

Une attaque sans précédent au niveau de la Santé. La lutte se poursuit

L'ARS (« *Agence de régression de la santé* », comme dit le maire PCF de Montataire), poursuit son projet insensé de fermeture, fin janvier, d'une maternité de « *niveau 3* » (qui prend en charge les accouchements les plus complexes), où naissent 1 600 bébés par an, dans un bassin de vie de 150 000 habitants, qui cumule difficultés sociales, d'accès aux soins et de mobilité (40 % des habitants n'ont pas de véhicule et beaucoup de femmes viennent accoucher à pied ou en bus). Comme le souligne un communiqué national du PCF, « *c'est un cap franchi dans les attaques contre le système public de santé* » qui fait de cette lutte un enjeu d'envergure nationale.

Alors que la maternité de Clermont, dans l'Oise, vient d'être fermée, il ne resterait que 3 maternités publiques dans ce département de 830 000 habitants en expansion démographique… laissant le champ libre au privé lucratif, comme le montrent de beaux publi-reportages pour la clinique privée St-Côme !

Au moment où les « *gilets jaunes* » portent notamment l'attachement à des services publics de proximité, au moment où le pouvoir lance un « *grand débat national* » et sollicite l'appui des élus locaux, cette fermeture sonne comme une provocation. Sur place, le rejet de la décision de fermeture est massif : parmi les professionnels concernés (la démission de Loïc Pen de la chefferie du service des Urgences de Creil en est un symbole), parmi les élus et parmi la population qui s'est exprimée à 99 % pour le maintien de la maternité, dans une votation citoyenne.

La détermination d'empêcher ce scandale sanitaire ne faiblit pas, et se déploie tous azimuts.

Après qu'une délégation large, accompagnée du député communiste Alain Bruneel, ait porté un contreprojet à l'ARS le 8 janvier, les deux groupes parlementaires communistes vont interpeller le gouvernement. Jean-Pierre Bosino, maire et conseiller départemental PCF de Montataire, suivi par d'autres élus, a décidé de porter plainte pour « *mise en danger de la vie d'autrui* ».

Le Comité de défense de la maternité appelle à plusieurs actions citoyennes : utiliser les cahiers de doléances mis en place par les maires de l'Agglomération (rebaptisés « *cahiers de la colère et de l'espoir* » à Montataire), occuper le hall de l'hôpital, interpeller les députés macronistes et LR qui soutiennent la fermeture, participer à la mise en place d'une coordination des luttes contre les fermetures de maternité en France…

À l'initiative de Loïc Pen, un Appel national signé par diverses personnalités parmi lesquelles Patrick Pelloux, Gérard Mordillat, Josiane Balasko, Jean-Luc Gibelin, Ernest Pignon-Ernest, Roland Gori, Françoise Davisse, Isabelle Lorand, Eric Beynel, porte-parole de SUD, Sophie Binet, dirigeante nationale de la CGT, les parlementaires communistes, Laurence Rossignol, ancienne ministre, et d'autres, va être rendu public et mis en ligne sur change.org qui proclame : « *Nous appelons à un grand débat national pour redonner enfin les moyens nécessaires au service public de la santé que nous voyons s'effondrer sous nos yeux. Le scandale Creillois est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Les luttes doivent converger afin de sauver notre service public de santé.* »

Thierry Aury
membre du Conseil national

L'INTERVIEW

Gilets jaunes/Débat national

15 février, mi-mars : le calendrier communiste

Comment les communistes se retrouvent dans le mouvement en cours ? Comment ils abordent le débat national ? Quel est leur calendrier ? Entretien avec Amadou Deme, membre du CN, premier secrétaire de la fédération de l'Essonne.

Communistes — QUELLES PREMIÈRES LEÇONS TIRER DU MOUVEMENT EN COURS ?

AMADOU DEME : Ce mouvement secoue tout le monde, tous les partis traditionnels. En même temps, ses revendications, ce sont en large partie celles que portaient depuis des années les communistes mais aussi d'autres organisations, je pense au mouvement syndical, à la CGT, à des associations comme le Secours populaire, d'autres encore. Ce mouvement, je crois qu'il faut y aller à fond, les militants, les élus communistes, tous ceux qui sont en responsabilité dans nos villes, les maires qui jouent un rôle si important. Y aller à fond, c'est y conforter les contenus progressistes. Y aller à fond, c'est inviter les citoyens à prendre la parole dans les cahiers de doléances. Y aller à fond, c'est mettre en débat nos revendications.

Il y a chez les gens une réelle envie de débattre. Les gens s'interrogent : comment s'en sortir ? Parce que ça fait tout de même des années, je le dis à titre personnel mais on peut tous faire ce constat, des années qu'on milite et qu'on ne voit pas tellement de résultats spectaculaires, ça fait des années qu'il n'y a pas eu des mobilisations à ce niveau. Je crois qu'on y est pour quelque chose, restons modestes mais on a contribué à ça. Oui, y aller à fond car les premiers retours qu'on a des cahiers de doléances, notamment dans nos villes, ça parle vraiment de revendications progressistes : rétablissement de l'ISF, extension des services publics, construire une meilleure représentation à tous les niveaux du monde populaire.

Et là aussi, il faut que le PCF fasse des efforts, et je crois qu'on est en train de faire ces efforts pour notre liste aux européennes : il faut mettre en haut de la liste des gens qui viennent de la classe ouvrière. Et puis posons des jalons : il n'y a pas aujourd'hui le mouvement des gilets jaunes, puis demain il y aura les européennes et plus loin encore il y aura les municipales. Tout ça, c'est un processus, il faut de la continuité, un esprit de suite.

Ainsi, on dispose de très nombreux contacts, tissés au fil des luttes. Il nous faut renforcer nos liens avec tous ces gens. Quand on fait ça, il y a tout de suite des résultats.

Communistes — QUEL CALENDRIER D'ACTIONS DONC ?

A. D. : Deux étapes dans les semaines à venir : le 15 février et la mi-mars. Le 15 février, un matériel va partir dans les fédérations pour inviter les communistes à prendre des initiatives larges, qu'on peut co-organiser avec d'autres (mouvement associatif, syndicats, etc.) car nous partageons les mêmes interrogations que bien d'autres à gauche. Il faut marquer le coup le 15 février, faire entendre notre voix, faire entendre ces demandes qui s'expriment dans le mouvement social, vulgariser nos positions, nos actions comme la pétition pour le pouvoir d'achat et contre la vie chère, déposées dans les préfectures, délégations devant les sièges du Medef, etc.

Et il faut faire connaître notre initiative. Tous ceux qui signent par exemple notre pétition contre la vie chère, et ils sont nombreux à s'arrêter quand on la leur propose et à signer, tous ceux-là doivent être au courant de cette action du 15 février. Et puis, mi-mars, on va aller à l'Élysée porter notre synthèse de tout ce qui se dit dans les débats publics, de tout ce qui s'écrit dans les cahiers de doléances. Pas question pour nous de laisser encadrer ce débat par les prétentions de Macron. Notre grand débat national, il parlera de tous les sujets, de tous ces sujets qui fâchent notamment le pouvoir. On débat pour bousculer, pas pour s'aligner.✪

Propos recueillis par Gérard Streiff

PARTI PRIS

TURQUIE : La députée Leyla Güven entre la vie et la mort

Dans toute l'Europe et en Turquie, des grèves de la faim se multiplient pour dénoncer l'odieux régime d'isolement dont fait l'objet le leader kurde Abdullah Ocalan.

La députée Leyla Güven (HDP), incarcérée à Diyarbakir, est désormais entre la vie et la mort. Le PCF appelle les gouvernements français et des pays membres de l'Union européenne à interpeller la Turquie sur le sort de Leyla Güven et d'Abdullah Ocalan. Les violations des droits humains sont devenues la règle dans la Turquie du président Recep Tayyip Erdogan.

Défendre les prisonniers politiques de Turquie, dénoncer les conditions dans lesquelles elles et ils sont maintenu-e-s en détention, c'est affirmer sa pleine solidarité avec tou-te-s les partisan-e-s de la paix et de la démocratie avec les peuples de Turquie.

Le PCF réitère son soutien aux grévistes de la faim de Strasbourg, et avec Leyla Güven qui doit être libérée immédiatement.✪

PCF, 14/01/2019

PLANÈTE

Ce que le Brexit dit de l'Union européenne et de la campagne des européennes

Beaucoup d'incertitudes pèsent encore sur la manière dont le Brexit sera mis en œuvre. Rappelons que le choix de proposer un référendum sur le départ de l'UE revient à la droite britannique, qui s'est déchirée pour savoir si la meilleure manière d'exploiter les travailleurs était de rester dans l'UE ou de la quitter. Il s'est fait sur l'exploitation d'un discours xénophobe et nostalgique de la « grandeur » victorienne. Mais le Brexit dit aussi beaucoup sur l'UE elle-même et sur les thèmes que nous pouvons mettre dans le débat à l'occasion de la campagne des élections européennes.

1. Le fait que la 2e puissance économique de l'UE, qu'un peuple comme le peuple britannique ait fait le choix majoritaire de la quitter aurait dû créer un électrochoc chez les classes dirigeantes européennes. Il n'en a rien été. Bien au contraire, c'est *business as usual*. La Commission européenne continue dans le cadre du semestre européen à contrôler les budgets nationaux ; les missions de la BCE n'ont absolument pas été interrogées ; la dévotion aveugle pour le marché et la concurrence est toujours la clé de voûte de la construction libérale de l'UE… Cette politique emmène l'Europe au bord du gouffre, surtout dans la perspective d'une nouvelle crise financière.

2. Les classes populaires britanniques sont les premières victimes du Brexit, y compris celles qui l'ont soutenu. Le Brexit n'a pas arrêté les politiques d'austérité mises en œuvre par les conservateurs britanniques, le fait qu'ils aient diminué de 40 % le financement des collectivités locales, qu'ils aient élargi l'assiette de l'impôt aux plus pauvres. Le Royaume-Uni est aujourd'hui un pays de travailleurs pauvres que la perte des fonds structurels européens va durement toucher.

3. Le fait qu'il soit si complexe de défaire les liens entre le Royaume-Uni et les pays de l'UE, même dans le cas d'un pays qui figure parmi les moins intégrés à l'UE, illustre le poids des interdépendances qui se sont bâties au fil des ans dans tous les domaines. On peut dès lors imaginer ce que cela représenterait dans le cas d'un pays comme la France.

> ***« Il est urgent d'ouvrir des brèches dans la construction capitaliste de l'Union européenne »***

4. Le gouvernement français s'est montré particulièrement inconséquent en ne prenant aucune mesure sérieuse pour protéger les emplois menacés par le Brexit, que ce soit dans le secteur de la pêche ou de l'industrie. Il a raté complètement la discussion sur les routes maritimes commerciales avec l'Irlande. Ce n'est que la semaine dernière que la commission des transports du Parlement européen a intégré les ports français de la Manche et de la mer du Nord dans le dispositif.

Tous ces éléments illustrent l'urgence d'une autre logique pour l'Europe. Si sortir de l'UE ne résout aucun des désastres que les politiques libérales ont infligés aux classes populaires, le Brexit montre aussi qu'il est urgent d'ouvrir des brèches dans la construction capitaliste de l'Union européenne, pour l'emploi et les salaires, pour les services publics, pour le respect de la souveraineté des peuples, pour une autre politique de développement respectueuse de l'environnement. Cela ne peut se faire qu'en mettant au cœur de nouvelles coopérations entre les peuples et les nations d'Europe la question du respect de la souveraineté populaire. L'idée que nous avançons d'Europe à géométrie choisie permet d'articuler la question du respect des choix des peuples et celle de nouvelles coopérations progressistes en Europe qui puissent contester l'hégémonie des classes dirigeantes au niveau national comme au niveau européen. C'est notre originalité dans la campagne des élections européennes.✪

Vincent Boulet
Secteur international-Europe, responsable-adjoint aux questions européennes

Le Parti de l'urgence climatique !

Plus de 2 millions ! C'est le nombre de signataires de la pétition qui dénonce l'inaction de l'État sur la question climatique et entend le poursuivre en justice. Un chiffre historique pour une pétition en ligne qui traduit l'exigence de réponses concrètes et d'actes politiques immédiats. Cela conforte tous les sondages qui montrent que les préoccupations écologiques montent en puissance. A l'approche d'un moment électoral exacerbant le débat sur les propositions, rappelons-nous que 41 % de l'électorat de gauche attend d'un parti de gauche qu'il propose des solutions sur l'écologie.
Nous prenons le parti de répondre à l'urgence climatique et nous sommes le Parti de l'urgence climatique en proposant les solutions les plus offensives sur la question. Nous ne sommes pas « à la ramasse » sur cette question mais plutôt à l'avant-garde. Faisons-le savoir à notre peuple en mobilisant pour la participation aux marches climat du 27 janvier et en faisant connaitre nos propositions. Un modèle de tract est disponible pour cela (cf. site web et fédérations).
Les autres listes de gauche et écologistes brandissent la sortie du nucléaire en étendard écologique. Sans être fan de l'énergie nucléaire, c'est une grave erreur de priorité (comme le pensent de nombreux experts scientifiques dont ceux du GIEC) ! Car elle met au second plan l'urgence climatique. Car elle met en difficulté des solutions immédiates pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.
N'ayons pas peur d'assumer que nous sommes (hélas !) les seuls à proposer les solutions les plus pertinentes et les plus offensives en érigeant comme mère des batailles écologiques les réponses au défi climatique.
Chacun voit les atermoiements des « grands de ce monde » qui hésitent à prendre des solutions radicales pour relever le défi climatique car elles entravent la liberté de faire du profit. Nous affirmons qu'il est possible de relever le défi climatique. Sans attendre la fumée blanche sortie d'une conférence internationale (ce qui serait utile toutefois).
Nous avançons des propositions concrètes de nature à mobiliser nos concitoyens, du local au global !

Porter haut et fort un plan d'urgence contre le réchauffement climatique global !

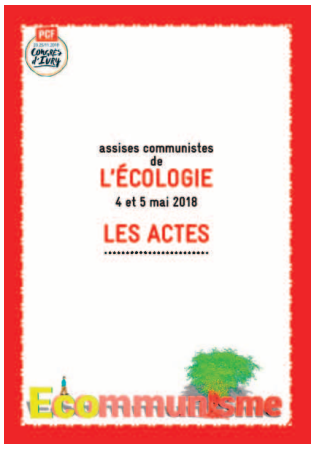
1. Sortir du tout routier, principal émetteur, en France, de gaz à effet de serre (GES)

Le premier angle d'attaque c'est de modifier radicalement les modes de transports, gros émetteur de CO_2, en réduisant fortement le tout routier (voitures mais surtout camions).
Pour cela, 3 propositions complémentaires :
1) Développer le (fret) ferroviaire, beaucoup plus écologique que les camions dont l'usage devrait être limité à de la desserte de proximité. Il faut un « new deal écologique » européen, un « paquet ferroviaire novateur » tablant sur la relance du ferroviaire, un plan de grands travaux européens, créateur d'emplois, pour créer ou rénover les lignes de chemin de fer nécessaires à ce changement de braquet.
2) Privilégier les circuits courts agricoles et industriels pour réduire les besoins de transport. C'est une relocalisation des productions, favorable à l'emploi, qui est nécessaire. Produisons local ! La proximité comme vertu écologique… et sociale !
3) Organiser le passage à la gratuité des transports en commun. Cela favorise la baisse des émissions de GES par baisse du trafic voiture, lutte contre la pollution de l'air et, in fine, des gains de pouvoir d'achat pour les usagers. Cette proposition, de la compétence de communauté de communes, peut être un puissant levier pour les mobilisations locales.

2. Favoriser les économies d'énergies

Le deuxième angle d'attaque, c'est d'accélérer fortement la rénovation thermique du logement (qui pèse 16,5 % des émissions de GES). Faire économiser l'énergie est favorable au pouvoir d'achat de nos concitoyens (factures d'électricité ou de gaz)… si les aides à la rénovation sont à la hauteur.
Ces propositions sont de nature à lier les préoccupations de fins de mois comme de la fin du monde. Faisons-les connaitre pour poursuivre ces dynamiques de mobilisation.

Alain Pagano
membre du CEN
responsable de la commission Écologie



ÉCOLOGIE

Les actes des assises communistes de l'écologie sont disponibles sous forme de brochure

Vous pouvez passer vos commandes à
hbramy@pcf.fr
3,50 € l'exemplaire + frais de port

La finance adoube Le Pen

Le Figaro Économie de samedi dernier consacre une pleine page d'entretien à Jan Hatzius, un des patrons de Goldman Sachs, « la banque qui dirige le monde », c'est bien connu. Ces rois de la carambouille, ces faiseurs de produits pourris qui ont provoqué le scandale des subprimes, la crise de 2008, l'instabilité de la Grèce aussi, bref, ces cadors qu'on imaginait plutôt en taule paradent, conseillent, s'adaptent et adoubent. Question : « *Quel risque* (…) *si les partis populistes ou d'extrême droite deviennent prépondérants lors des prochaines élections ?* » Réponse, où il invoque le nouveau pouvoir brésilien : « (…) *on voit que l'extrême droite peut cohabiter avec les réformes économiques* ». Wall Street/Le Pen, même combat.

Gérard Streiff

Amnistie pour Battisti

Cette pétition, lancée par diverses personnalités, et ouverte à toutes et tous, s'adresse aux autorités italiennes.

"L'écrivain Cesare Battisti vient d'être livré à l'Italie après plus de trente années de cavale à travers le monde. Incarcéré dans une prison de Sardaigne, il risque d'y terminer sa vie en application d'une condamnation à perpétuité prononcée en son absence.

Les faits qui lui sont reprochés s'inscrivent dans une période noire de l'histoire italienne désignée par l'expression « années de plomb ». Aujourd'hui le gouvernement italien exige que de nombreux autres réfugiés italiens, dont certains vivent en France, lui soient livrés.
Quarante ans après les faits douloureux qui ont endeuillé l'Italie, cette vengeance sans fin pose question.
Dix ans seulement après les affrontements meurtriers de la Commune de Paris qui firent des dizaines de milliers de victimes, Victor Hugo déclarait : « L'oubli seul pardonne. Il faut fermer toute la plaie. Il fait éteindre toute la haine. » L'amnistie pour les Communards de 1871 interviendra en 1880.
Une nation s'élève en substituant la Justice à la vengeance.
Amnistie pour Battisti et pour tous les faits en relation avec les années de plomb."

www.mesopinions.com/petition/politique/amnistie-battisti/58505

« Le droit de manifester est un droit inaliénable »

Le droit de manifester est un droit constitutionnel. Pourtant, au lieu de répondre aux revendications exprimées par les gilets jaunes, le gouvernement utilise un arsenal sécuritaire et répressif détourné de son objet. Il en est ainsi par exemple du délit de « participation à un groupement en vue de la préparation de violences volontaires, de destructions ou de dégradations" (article 222-14-2 du Code pénal) qui permet de prendre des « dispositions préventives ».
L'État met en œuvre des mesures policières et judiciaires appliquées aux manifestants pour les dissuader de participer à des rassemblements. Notamment :
- Abus des contrôles d'identité, même en amont de la manifestation ; - Gardes à vue sans objet ou à des fins étrangères à celles prévues ; - Utilisation arbitraire de flashballs et grenades, faisant de nombreuses et parfois très graves victimes ; - Menaces de poursuites judiciaires ; - Multiplications de procédures expéditives de comparutions immédiates ; - Sanctions pénales lourdes.
La gestion de l'ordre public a pour seul but de porter atteinte à la liberté de manifester, liberté qui demeure la règle dans un État démocratique.
Si la France n'interdit pas les rassemblements non déclarés, elle prévoit des sanctions pour les organisateurs.
Un récent article d'Amnesty International rappelle que la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH), à l'article 21 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, ainsi que les rapports du Conseil des droits de l'homme et les guides de l'OSCE garantissent le droit de manifester pacifiquement. Dans un arrêt de 2006, la CEDH appelle les États à faire preuve de tolérance.
On peut dès lors s'interroger sur la légalité de la déclaration préalable imposée par la législation interne.
Par ailleurs, le gouvernement a franchi un nouveau cap en faisant une proposition de loi « anticasseurs » qui a pour objectif de soumettre le droit de manifester à une autorisation préalable, de contrôler l'accès aux manifestations et ficher les manifestants par la police, hors contrôle judiciaire. Avec la déclaration de l'état d'urgence le 13 novembre 2015, l'État avait commencé à expérimenter ce type de mesures. Avec la sortie de l'état d'urgence, il ne disposait plus de ces possibilités fort utiles et pratiques pour réprimer le mouvement social.
Dès le début de l'année 2018, les mobilisations sociales et étudiantes contre plusieurs réformes ouvraient la voie à la nécessité pour le gouvernement de mettre en place de nouvelles armes répressives pour tenter de les museler.
C'est dans ce contexte qu'en juin 2018 le sénateur Les Républicains Bruno Retaillau a déposé une proposition de loi visant à « prévenir les violences lors des manifestations et à sanctionner leurs auteurs ». Cette proposition, adoptée par le Sénat le 23 octobre, sera examinée en février par l'Assemblée.
Les députés du groupe communistes et républicains auront à se battre afin de garantir le droit de manifester et les libertés individuelles, conformément à la liberté d'expression de chaque citoyen.
Le gouvernement doit revenir à la raison républicaine et cesser d'user de violences institutionnelles pour répondre aux revendications populaires qui s'expriment aujourd'hui.

Annie Levi-Cyferman
secteur droits humains et libertés